

Hongrie

Conseil de l'Union européenne

Sujet : Plan européen 2030 : Comment favoriser une convergence européenne des droits des femmes et de l'égalité femme-homme

Honorable Président Distingués Délégués

Partir d'une idée claire paraît essentiel pour la délégation hongroise : chaque pays européen vise l'équilibre entre les genres. Pourtant, imaginer une solution universelle revient à passer sous silence les réalités sociales variées présentes au sein de l'UE.

En Hongrie, un cap a été pris : agir pour améliorer la condition féminine en priorisant la stabilité matérielle. Autrement dit, appuyer les foyers, faciliter le retour au travail des mamans tout en diminuant les charges économiques du fait d'avoir des enfants. Ce chemin suit une logique concrète - quand une femme dispose de conditions pour exercer un métier, choisir ou non la maternité et compter sur des aides existantes, l'égalité cesse d'être un mot vide. Voilà où se situe le changement.

Ce n'est pas contre l'intégration européenne que la Hongrie se positionne. Plutôt, elle insiste sur le fait que tout rapprochement suppose un égard sincère pour les spécificités locales. En vérité, ce qui compte, c'est transformer au quotidien le vécu des citoyennes du continent avant la prochaine décennie.

Je vous remercie.

Situation nationale et position de l'État

Loin d'ignorer les réalités locales, la gouvernance hongroise intègre le principe de subsidiarité comme fondement. Plutôt que d'opposer politiques familiales et justice sociale, elle cherche des effets combinés. Enfin, ce sont moins les idéaux théoriques qui guident l'action publique que l'exigence de résultats mesurables dans l'économie réelle.

En Hongrie, près de 73 % des femmes entre 20 et 64 ans ont un emploi, d'après les chiffres d'Eurostat. Ce taux dépasse celui observé dans l'ensemble de l'Union européenne, où seulement 69 % d'entre elles occupent un poste. Ces statistiques nationales reflètent une tendance marquée. Plutôt que de simplement suivre la norme régionale, le pays dévie légèrement vers le haut. Une divergence de ce type suggère l'influence de mesures gouvernementales spécifiques. Loin d'être insignifiante, elle indique que certaines décisions politiques renforcent effectivement la participation au marché du travail chez les femmes.

Près d'un quart des revenus disparaît pour les femmes, environ **17 %**. En Europe, peu de nations échappent à ce schéma. Les écarts tiennent autant aux postes qu'aux secteurs. Certaines politiques freinent ou amplifient ces différences. Le phénomène traverse les frontières sans vraiment s'y transformer.

En Hongrie, le choix s'est porté sur un fort engagement en matière de soutien aux familles.

Presque **5 % du produit intérieur brut** est affecté à cette cause, un taux parmi les plus hauts du continent européen. Ce cap n'a pas été pris au hasard : on y voit la cellule familiale comme un pilier qui ancre la stabilité, tant pour l'économie que pour les conditions sociales des femmes.

Prenons le cas de celles qui élèvent quatre enfants : elles échappent définitivement à l'impôt sur le revenu. Des crédits réservés aux foyers circulent avec des conditions avantageuses. Pour les nouveaux mariés, certaines allocations aident à trouver un toit. Ce dispositif laisse une trace

visible dans la courbe de natalité, qui grimpe lentement. **En 2011, chaque femme avait en moyenne 1,23 bébé ; dix ans plus tard, on atteint près de 1,55 naissance selon les données de la Banque mondiale.** Le chiffre ne suffit pas encore pour remplacer toute génération adulte par deux adultes. Toutefois, il révèle que les décisions politiques pèsent sur les projets parentaux. **Ce sont surtout les femmes qui obtiennent un diplôme universitaire, avec une proportion dépassant 55 % selon l'UNESCO.** Pourtant, malgré ce niveau élevé de formation, elles restent sous-représentées parmi les décideurs. Chaque année met en lumière cette contradiction persistante entre réussite scolaire et reconnaissance professionnelle. Quelque chose cloche quand la moitié du monde forme davantage de cadres féminins sans leur offrir d'égalité réelle au sommet. Le savoir ne manque pas côté femme - c'est ailleurs que le système bloque.

Défis européens

Loin d'être uniforme, le chemin vers la convergence en Europe bute sur des obstacles concrets. Un différentiel de rémunération autour de **13 %** marque le quotidien. Moins nombreuses aux commandes, les femmes peinent à occuper des rôles dirigeants. L'accès hétérogène aux structures d'accueil pour enfants pèse aussi. Enfin, les écarts entre cadres nationaux ajoutent une couche supplémentaire de complexité.

En s'appuyant sur les données d'ONU Femmes, des mesures intégrant aide aux femmes actives et prise en charge de la sphère familiale se montrent particulièrement porteuses. À y regarder de près, Budapest a cheminé selon cette logique bien avant qu'elle ne soit mise en lumière.

Idées hongroises vers 2030

En privilégiant des buts partagés tout en laissant de l'espace pour des approches différentes, la Hongrie voit l'Europe avancer ensemble sans se ressembler totalement.

Avant tout, maintenir un accent fort sur la participation économique des femmes s'impose. Des initiatives européennes pourraient appuyer cette orientation en facilitant l'insertion professionnelle des mères, en étendant les formes de travail adaptables ou encore en accompagnant celles qui créent leur propre activité.

Ensuite, ce sont des propositions venues de Hongrie qui mettent en avant un système continental pour appuyer les initiatives liées à la vie familiale : cela inclut le financement de structures d'accueil pour petits enfants, des pauses professionnelles modulables autour de la naissance, ainsi que des dispositifs fiscaux ajustés selon chaque pays. Lorsqu'on renforce le tissu familial, on agit aussi sur les rapports économiques entre les individus.

Pour commencer, renforcer les aptitudes s'avère crucial, surtout en science ou dans le numérique, vu que cela contribue à amoindrir progressivement les déséquilibres sur le marché du travail.

Pour terminer, la Hongrie insiste sur un point : l'unité en Europe n'exige pas d'être copiée au millimètre. Des buts partagés oui, toutefois les approches relèvent de chaque État.

Conclusion

En Hongrie, avancer vers l'équilibre entre femmes et hommes dans l'espace européen demande une approche ancrée dans le concret. Plutôt que des déclarations vides, ce sont des effets mesurables qui comptent ici. L'emploi féminin doit augmenter, soutenu par des conditions stables pour les ménages. À cela s'ajoute un meilleur chemin vers les postes de travail, sans blocage invisible. Ce n'est pas qu'une question de justice, mais d'efficacité collective.

Vers 2030, un objectif commun se dessine. Prêts à avancer ensemble, les représentants hongrois travailleront aux côtés de tous les pays concernés pour façonner une Europe où chacun trouve sa place, sans effacer les spécificités locales.